

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE

Zone euro : Un début de consolidation

Les premières données disponibles pour le premier trimestre de l'année sont plutôt mitigées. D'une part, l'activité dans les services se consolide à un niveau toujours favorable et d'autre part, on note une légère amélioration dans l'industrie, bien que celle-ci soit encore insuffisante pour entrevoir une sortie de contraction. Toutefois, les enquêtes reflètent encore une certaine prudence dans le contexte politique et géopolitique incertain. Les ventes au détail peinent à accélérer, tandis que la confiance des consommateurs continue de progresser. La désinflation est toujours timide. L'inflation, hors composantes volatiles, évolue à 2,4% l'an. Le marché de l'emploi se dégrade graduellement en Allemagne, mais reste résilient à l'échelle de la zone euro, d'ailleurs le taux de chômage atteint un niveau historiquement bas à 6.1%. Enfin, notons que les plans d'investissement de l'Union Européenne et du futur chancelier allemand dans la défense et les infrastructures représentent de grandes avancées et pourraient revigorer les enquêtes de confiance dans les prochaines semaines.

Le contexte politique (droits de douanes américains et investissements européens dans la défense) n'a pas contrarié la Banque Centrale Européenne dans la poursuite de la normalisation de sa politique monétaire. Elle a donc abaissé ses taux de 25 points de base en mars, tout en gardant toutes les options ouvertes. Elle se préoccupe plus directement des risques baissiers sur la croissance et en particulier de la faiblesse des exportations et de l'investissement.

États-Unis : Les incertitudes commencent à peser

Aux États-Unis, après une fin d'année très dynamique sur la consommation des ménages, le début d'année est marqué par un moindre dynamisme. Une des hypothèses explicatives tient au fait que les ménages ont cherché à anticiper la mise en place des droits de douane et ont effectué des achats importants de biens durables en fin d'année. Cela se reflète également au niveau sectoriel : l'industrie a bénéficié d'une hausse de la demande et les importations ont fortement progressé.

D'ailleurs, cette forte hausse des importations pourrait provoquer un ralentissement du PIB¹ au premier trimestre selon certains indicateurs. Les enquêtes confirment cette hypothèse d'amélioration temporaire car les entreprises anticipent une hausse des prix et une baisse des carnets de commandes à court terme. Du côté des ménages, la confiance baisse du fait de l'impact attendu des droits de douanes sur les prix. Cependant, cela ne semble pas altérer leur consommation pour le moment.

Sur le front de l'inflation, l'indice, hors composantes volatiles, évolue au rythme encore élevé de 3,1% l'an en mars. La FED (Réserve Fédérale américaine) s'inquiète et opte pour une stratégie prudente : à la lumière des différents risques, elle préfère marquer une pause dans la baisse des taux. L'inflation reste élevée et les anticipations en hausse des ménages et des entreprises la préoccupent particulièrement. Le marché de l'emploi est toujours robuste avec un taux de chômage à 4,1% en février.

(¹) Le PIB (Produit Intérieur Brut) mesure la richesse produite à l'intérieur des frontières et retranche ainsi les importations.

SITUATION DES MARCHÉS FINANCIERS

Après deux mois de hausse, les marchés actions européens clôturent le mois de mars en repli, avec un recul de 4,2% pour le Stoxx 600. Cette correction s'explique par l'annonce de nouvelles barrières douanières à venir aux États-Unis, portant sur un éventail plus large de pays et de produits, notamment les importations automobiles et les vins européens. Parallèlement, les incertitudes géopolitiques liées à la guerre en Ukraine et les difficultés des négociations de cessez-le-feu ont renforcé la prudence des investisseurs. Un accord temporaire de 30 jours a été conclu sur les infrastructures énergétiques, ainsi qu'une trêve en mer Noire pour sécuriser la navigation. Sur le plan économique, l'Allemagne a adopté une réforme budgétaire majeure, levant les restrictions sur la dette et débloquant un fonds de 500 milliards d'euros pour les infrastructures. Dans cet environnement, les secteurs des utilities (+5,3 %), des assurances (+4,3 %) et du pétrole & gaz (+2,7 %) se démarquent. En revanche, les voyages et loisirs (-15,2 %), la consommation discrétionnaire (-13,2 %) et l'automobile (-10,9 %) pâtissent des tensions commerciales.

LA NOTE DE CONJONCTURE DE PRO BTP FINANCE

#MARS 2025

Au 31 mars 2025, les principales Bourses mondiales affichent les évolutions suivantes (dividendes réinvestis) :

	Sur 1 mois	Depuis le 31/12/2024
Indice CAC40	-3.88 %	5.73 %
Indice Stoxx600 (Europe)	-3.84 %	5.77 %
Indice S&P 500 (en \$)	-5.63 %	-4.27 %
Indice Nikkei (en Yen)	-3.34 %	-9.91 %

Sur le marché obligataire, le mois a été marqué par de la volatilité et une hausse significative des taux longs européens, principalement influencée par les annonces de dépenses publiques en Allemagne, et ce, malgré une nouvelle baisse de 25 points de base des taux de la Banque Centrale Européenne (BCE). Le rendement de l'emprunt d'État allemand progresse de 34 points de base à 2,73%, tandis que celui de l'emprunt français gagne 30 points de base pour atteindre 3,45%. De son côté, le rendement de l'emprunt d'État américain à 10 ans est resté relativement stable à 4,25%.

Performance des principaux indices obligataires au 31 mars 2025 :

	Sur 1 mois	Depuis le 31/12/2024
Indice Bloomberg Treasury 1/3 ans	+ 0.16 %	+ 0.67 % (emprunts d'état)
Indice Bloomberg Treasury 3/5 ans	- 0.26 %	+ 0.43 % (emprunts d'état)
Indice Bloomberg Treasury 5/7 ans	- 0.96 %	- 0.20 % (emprunts d'état)
Indice Bloomberg Corp. 3/5 ans	- 0.55 %	+ 0.51 % (secteur privé)
€STR	+ 0.22 %	+ 0.69 % (taux sans risque)



Ce document, non contractuel, ne constitue pas une offre de vente ni une incitation ou un conseil en vue d'un quelconque investissement ou arbitrage de valeurs mobilières ou tout autre produit de gestion ou d'investissement. Les informations présentées ne constituent pas des recommandations d'investissement ou des conseils boursiers fondés sur des circonstances spécifiques aux lecteurs ou pouvant répondre à leurs exigences particulières, les noms et les valeurs cités le sont uniquement à titre indicatif. PRO BTP Finance décline toute responsabilité dans l'utilisation qui pourrait être faite de ces informations et des conséquences qui pourraient en découler, notamment au niveau des décisions qui pourraient être prises ou des actions qui pourraient être entreprises à partir de ces informations. Les investisseurs potentiels doivent prendre connaissance des risques associés à un investissement en produits financiers, notamment le risque de perte en capital. Les performances passées ne peuvent en aucun cas garantir les résultats futurs et les investissements réalisés peuvent fluctuer tant à la baisse qu'à la hausse. La valeur d'un investissement est soumise aux fluctuations du marché. Par conséquent, les investisseurs peuvent perdre tout ou partie de leur capital initialement investi.

Ce document ne peut être reproduit ou transmis sans l'accord écrit préalable de PRO BTP Finance.